

Europe

"Les négociations sur le Brexit vont durer cinq ans"

[Le 08.07.2016 à 10h28](#) | Mis à jour le 08.07.2016 à 10h28

INTERVIEW Pour Pascal Lamy, l'ancien directeur général de l'OMC et ex-bras droit de Jacques Delors à la Commission de Bruxelles, la sortie du Royaume Uni de l'Union Européenne sera beaucoup plus longue et compliquée que prévu.



Pascal Lamy (C) AFP

Au Royaume Uni, les partisans du Brexit sont très divisés. Comment réagissez-vous à cette incertitude?

On aurait pu penser que les vainqueurs du Brexit avaient un plan de sortie de l'Union Européenne. En réalité, ils n'en ont pas. Le camp du Brexit ne sait pas quoi faire de sa victoire. L'incertitude est forte et elle aura un impact économique important. Plus l'incertitude augmente, plus le coût économique sera élevé.

Combien de temps les négociations avec l'Union Européenne peuvent-elles durer?

Il faudra au moins deux ans pour réaliser un grand nettoyage juridique, défaire toutes les relations tissées dans de nombreux programmes et organismes. Puis, entre deux et trois ans pour négocier les nouvelles relations politiques et commerciales avec le Royaume Uni dans tous les domaines: échanges de biens, de services, circulation des personnes, Erasmus, coopération scientifique, diplomatique etc.

Le Brexit va-t-il vraiment freiner la croissance en Europe?

L'impact sera, bien sûr, le plus fort au Royaume Uni. Comme l'économie britannique représente environ 15% de l'économie européenne, les conséquences seront plus limitées de l'autre côté de la Manche, mais bien réelles. Ce n'est pas une bonne nouvelle. Le Brexit survient dans une période de faible croissance. Et même si l'Europe continentale récupère certaines activités dans des niches, comme la finance, l'effet sera globalement négatif.

Faut-il pousser les Britanniques à sortir le plus vite possible?

La fermeté affichée par les 27 est normale: il faut que le Royaume Uni sache que cela sera plus dur d'être dehors que dans l'Union Européenne. Mais les dirigeants européens doivent aussi prendre des initiatives

pour changer la gouvernance de l'Union, et notamment de la zone Euro. L'Institut Jacques Delors Allemagne et la Fondation Bertelsman vont publier un rapport, en septembre, détaillant le nécessaire approfondissement de l'Union Economique et Monétaire des pays de l'euro.

Comment?

Il faudra faire la preuve des avantages d'une plus grande intégration, par exemple sur la fiscalité des entreprises, le marché unique ou les investissements publics. Le Brexit va donner des arguments aux séparatistes. Il va falloir livrer une bataille idéologique face aux partis anti-européens qui ont récemment gagné du soutien dans les opinions, même s'ils restent minoritaires sur le continent.

[#EUROPE](#) [#LONDRES](#) [#BREXIT](#)